



Cofinancé par
l'Union
européenne



**Appel à projet
Département de Maine-et-Loire**

**Objectif : Renforcement de l'accompagnement emploi et socioprofessionnel
dans une logique de parcours**

**→ Accompagnement socioprofessionnel renforcé du public bénéficiaire du
RSA allophone, ne maîtrisant pas ou peu la langue française**

(CODE : CD49/2023/ALOP)

**Date de publication de l'appel à projet
13 janvier 2023**

**Date limite de dépôt des candidatures
15 février 2023**



Cofinancé par
l'Union
européenne



Préambule

Cet appel à projet vise à permettre l'accompagnement renforcé des personnes en recherche d'emploi ainsi que l'articulation de l'accompagnement professionnel et social, pouvant comprendre la levée des freins. Il a pour objectif de favoriser l'inclusion active et améliorer l'employabilité, en particulier pour les personnes les plus éloignées du marché du travail et les plus vulnérables ou exclus.

Il vise à sélectionner une seule opération, qui bénéficiera d'un financement du Département de Maine-et-Loire à hauteur de 40%.

Le porteur de projet **devra** solliciter une subvention du Fonds social européen + (FSE+) pour obtenir la part du financement correspondant aux 60 % restants. L'appel à projet FSE+ sera publié au cours du premier trimestre 2023 et un dossier spécifique de demande de subvention devra être déposé de manière dématérialisée sur le site <https://ma-demarche-fse-plus.fr>

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté souhaitée par l'Etat qui réaffirme le rôle de chefs de file de l'insertion aux Départements, en faisant du retour à l'emploi, pour toute personne qui en est éloignée, un objectif majeur.

Conforté dans le choix de ses orientations en matière d'insertion, le Département de Maine-et-Loire a adapté, au travers de son Programme Départemental d'Insertion (PDI), son offre d'insertion afin que l'accès à l'emploi devienne une réalité pour le plus grand nombre et lui permette, à terme, une sortie du dispositif RSA. La poursuite du déploiement de la plateforme Job49 lancée début 2020, contribue également aux objectifs de dynamisation des parcours d'insertion.

Enfin, cette opération s'inscrit dans la continuité de l'opération déjà menée auprès du public cible.

1. Objet de l'appel à projet

Cet appel à projet vise à l'exercice d'une mission d'accompagnement socioprofessionnel renforcé du public cible défini au point 2.3, dans un objectif d'accès à un emploi durable. Il s'inscrit dans le cadre de la référence RSA (cf. Code de l'action sociale et des familles CASF, articles L.262-27 et L.262-28).

Ce type d'accompagnement complète le panel des parcours proposés et mis en œuvre par les autres organismes référents « emploi » et « social » sur l'ensemble du territoire départemental.

2. Période et lieu de réalisation, public cible et capacité d'accueil

2.1. Période de réalisation

L'action se déroulera du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2025, soit 36 mois. L'opération pourra être prolongée par avenant d'une année supplémentaire après décision conjointe des financeurs et du porteur de projet.



Cofinancé par
l'Union
européenne



2.2. Lieu de réalisation

La mission d'accompagnement doit être mise en œuvre sur les quatre territoires principaux du Département de Maine-et-Loire, à savoir les 4 Pôles départementaux des solidarités (PDS Centre, Est, Ouest et Nord Anjou). Le porteur de projet doit prévoir des lieux de rencontre de proximité sur chaque PDS.

2.3. Publics éligibles

Cette opération s'adresse à un public bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (RSA), allophone ne maîtrisant pas ou peu la langue française et en démarche de recherche d'emploi.

Le public visé est orienté par le Département ou les organismes ayant reçu délégation pour l'orientation conformément à l'article 4 de la convention cadre relative au dispositif départemental d'orientation et au droit à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA du 25 mars 2019.

Ce public cumule les freins à son insertion professionnelle et est confronté à un risque fort d'exclusion. Il se distingue par l'addition de nombreuses difficultés d'ordre linguistique, d'interculturalité, de méconnaissance de l'environnement du travail, des méthodes de recherche d'emploi ou de formation qualifiante, de la culture d'entreprise. Les autres difficultés rencontrées concernent la validation, la reconnaissance de la qualification et de l'expérience professionnelle acquises à l'étranger. Il rencontre également des difficultés quant à la définition d'un projet professionnel réaliste.

Les critères suivants sont analysés par la structure qui oriente le participant vers l'opération :

- Le statut de bénéficiaire du RSA : le tableau d'ouverture des droits RSA certifié par le Département ou courrier de notification d'orientation envoyé par le Département (direction de l'Insertion) ou un autre organisme prescripteur servira de justificatif d'éligibilité.
- Le faible niveau de maîtrise de la langue française confirmé lors du premier rendez-vous par le porteur de projet.

Les pièces justificatives de l'éligibilité des participants seront déterminées lors de l'instruction de la demande FSE+.

Chaque participant devra remplir un questionnaire à l'entrée et à la sortie de l'opération en lien avec le financement FSE+. Les données collectées seront à intégrer ultérieurement dans le système d'information ma-demarche-fse-plus.fr, afin de permettre l'évaluation de l'efficacité de l'action.

Les données enregistrées dans le système d'information « Ma démarche FSE + » seront conservées conformément aux obligations de contrôle et de conservation des données imposées par les règlements européens.

2.4. Capacité d'accueil

L'appel à projet vise l'accompagnement de 340 bénéficiaires du RSA en file active (soit dans le cas présent 60 accompagnements par ETP/référent RSA), soumis aux droits et devoirs, une fois leur orientation vers l'organisme notifiée.



Cofinancé par
l'Union
européenne



La file active correspond au nombre d'accompagnements en cours réalisés simultanément.

Cet accompagnement, mis en œuvre sur l'ensemble du territoire départemental de Maine-et-Loire, se répartit de la façon suivante et peut évoluer en fonction des besoins locaux :

- 240 bénéficiaire du RSA sur le territoire des PDS Centre et Nord Anjou ;
- 40 bénéficiaires du RSA sur le territoire du PDS Ouest Anjou ;
- 60 bénéficiaires du RSA sur le territoire du PDS Est Anjou.

3. Objectifs généraux et résultats attendus

3.1. Missions

L'action vise à réaliser, dans le cadre du parcours d'insertion prévu par la loi, un accompagnement socioprofessionnel renforcé et spécifique, d'une durée maximum de 24 mois, pour le public cible (2.3).

L'objectif est de développer l'autonomie dans les démarches à entreprendre pour accéder durablement à une activité professionnelle.

Cette action s'articulera autour de différents axes :

- explorer le parcours personnel, professionnel, la motivation et les centres d'intérêts ;
- identifier les compétences de la personne ;
- vérifier et lever les freins à l'insertion socioprofessionnelle ;
- évaluer sa capacité linguistique et son niveau de maîtrise de la langue française ;
- orienter si besoin vers des dispositifs d'apprentissage de la langue française ;
- accompagner la mise en œuvre d'un projet professionnel réaliste ;
- rechercher la mise en emploi directe ou l'entrée en formation qualifiante ;
- mobiliser les bénéficiaires et les partenaires afin de trouver des solutions à leur problématique ;
- valoriser les aptitudes, les capacités, les compétences par des mises en situation ;
- faire découvrir le marché de l'emploi, les codes de l'entreprise, les outils et techniques de recherche d'emploi, et développer les compétences numériques ;
- favoriser les partenariats avec les entreprises afin de permettre des immersions.

A l'issue de cet accompagnement, les bénéficiaires doivent être en capacité de communiquer en langue française, de comprendre les codes et la culture d'entreprise, la réalité du marché de l'emploi et d'organiser de façon autonome leur recherche d'emploi, la finalité étant l'accès à l'emploi ou l'entrée en formation qualifiante et à terme la sortie du dispositif RSA.

3.2. Modalités de l'accompagnement

Le porteur de projet retenu est désigné comme organisme référent tel que prévu par l'article L.262-29 du CASF. Il est chargé d'élaborer, avec le bénéficiaire, le contrat d'engagements réciproques prévu par l'article L.262-28 du CASF fixant les droits et les obligations des bénéficiaires du RSA.

Le porteur de projet, en la personne du référent désigné, est responsable de la mise en œuvre de l'accompagnement et doit rendre le parcours dynamique au travers notamment de l'intensité des rencontres avec le bénéficiaire et des solutions qu'il lui propose. Il est garant du respect des obligations



du bénéficiaire et particulièrement celles mentionnées dans le contrat d'engagements réciproques qui formalise les démarches à entreprendre.

Le porteur de projet doit veiller à ajuster la fréquence des rendez-vous en fonction des besoins du bénéficiaire et les programmer suivant les étapes du parcours. Les rencontres en présentiel sont à privilégier, le distanciel devant être l'exception.

L'accompagnement démarre à la date de réception de la décision d'orientation envoyée au porteur de projet.

Le porteur de projet est tenu de respecter les étapes suivantes :

- prendre contact avec les bénéficiaires qui lui sont orientés, dès réception de la notification d'orientation et si possible dans un délai de 15 jours, pour fixer le 1^{er} rendez-vous d'accompagnement ; en cas d'absence au 1^{er} rendez-vous, l'organisme référent procède à une seule relance, par tout moyen à sa convenance, dans les 7 jours suivant la date du rendez-vous initial ; un 2^{ème} rendez-vous doit être fixé dans les 15 jours suivant la relance ; tout bénéficiaire absent doit être relancé ;
- informer le bénéficiaire de ses droits et devoirs ;
- procéder à un diagnostic de la situation ;
- évaluer le niveau de la langue (oral et écrit) pour définir le besoin de formation linguistique et l'autonomie dans la vie quotidienne ; en fonction du niveau, proposer de participer à des ateliers collectifs ;
- élaborer et signer un contrat d'engagements réciproques (CER) avec le bénéficiaire du RSA, lors du 1^{er} rendez-vous ; ce contrat permet de définir un plan d'actions adapté visant in fine à l'emploi ; la Présidente du Conseil départemental ou son représentant valide le contrat, dans un délai maximum de 30 jours (conformément au CASF) rendant ainsi possible le questionnement de la durée et des axes d'accompagnement proposés ; toutefois, la validation du contrat d'engagements réciproques peut être déléguée au porteur de projet si le Département le juge opportun ; la durée du contrat doit être définie en fonction du besoin d'accompagnement et des objectifs fixés ;
- accompagner le bénéficiaire dans ses démarches en assurant les relais nécessaires avec l'ensemble des partenaires (CAF, associations, Pôle emploi...), à hauteur de 2 rencontres par mois dont, a minima, une en individuel ;
- Proposer la participation à des ateliers collectifs de formation ; le porteur de projet doit préciser le nombre, la nature et la fréquence de ces ateliers ;
- réaliser un bilan de l'accompagnement socioprofessionnel (accès à l'emploi, poursuite de l'accompagnement, réorientation vers un autre référent RSA).

Dès que la situation du bénéficiaire le justifie, le porteur de projet propose une réorientation « emploi » ou « social » au Département qui décide de la réorientation et en informe le bénéficiaire, l'organisme référent initial et le nouveau référent vers lequel il est réorienté.

Dans le cas d'une proposition de réorientation vers le social, la situation du bénéficiaire est étudiée en équipe pluridisciplinaire locale (EPL) pour avis avant la prise de décision de réorientation de la Présidente du Conseil départemental.

En cas de non réalisation, de non renouvellement ou de non-respect du contrat d'engagements réciproques du fait du bénéficiaire et sans motif légitime et après relance du bénéficiaire, le porteur de projet transmet la situation au Département qui saisit l'équipe pluridisciplinaire départementale (EPD). Après avis de l'EPD, la Présidente du Conseil départemental informe de sa décision, le bénéficiaire et l'organisme référent.



Cofinancé par
l'Union
européenne



L'accompagnement prend fin soit à la date de la décision de réorientation, soit au terme du contrat d'engagements réciproques lorsque le bénéficiaire ne perçoit plus le RSA, soit en cas de fin de droit RSA intervenant en cours de contrat.

Le porteur de projet doit disposer d'outils spécifiques nécessaires à l'accompagnement du public. Il doit également utiliser les outils créés par le Département (fiche d'orientation, de réorientation, contrat d'engagements réciproques...) ainsi que ceux requis dans le cadre d'un financement FSE+.

3.3. Évaluation de l'opération

Le porteur de projet doit indiquer les critères permettant d'évaluer les résultats et effets de l'accompagnement. Il s'engage, par ailleurs, à fournir, en fin d'opération, un bilan indiquant :

- Le nombre de bénéficiaires du RSA accompagnés tout au long de l'année ;
- Le nombre de bénéficiaires du RSA ayant conclu un contrat d'engagements réciproques ;
- Le nombre de rencontres individuelles (proposées, réalisées, non honorées) pour chaque bénéficiaire ;
- le nombre d'heures réalisés en face à face (rdv individuels, contacts téléphoniques...) pour chaque bénéficiaire ;
- Le nombre de participants et d'heures réalisées (heures participants et encadrants) pour chaque atelier collectif ;
- Le nombre de sorties de l'action par motif : réorientation, fin de droit RSA, déménagement, accès à l'emploi, accès à la formation...

3.4. Pilotage, coordination et gestion des activités confiées

Cette mission recouvre les activités d'animation, de développement et de gestion des ressources humaines. Le porteur de projet doit définir et faire évoluer les compétences attendues pour l'exercice des missions, contrôler et évaluer la qualité des actions.

Le porteur de projet doit transmettre les fiches de poste de ses salariés ou les lettres de mission comportant les missions réalisées, le temps consacré à l'opération, la période de réalisation de l'action et l'indication du co-financement par le FSE+. Il doit également justifier de l'expérience de ses salariés sur les missions qui leur sont confiées.

En termes de suivi financier, le porteur de projet doit établir et suivre le budget et la trésorerie et élaborer un bilan annuel d'activité.

Le bilan annuel de réalisation de l'action comprenant les résultats qualitatifs et financiers est transmis aux financeurs. Les outils de suivis statistiques ainsi que leur analyse seront transmis selon le calendrier fixé par la convention de subvention et par le service gestionnaire.

Enfin, le porteur de projet s'engage à participer aux instances départementales et locales concourant à la réalisation de ses missions et à en informer le Département. Il doit également participer aux réflexions mises en œuvre en lien avec l'exécution de ses missions et valoriser l'action du Département et promouvoir la plateforme Job49 auprès des bénéficiaires (validation de profil, saisie de CV, candidatures aux offres d'emplois, positionnement sur des actions d'insertion...).



Cofinancé par
l'Union
européenne



3.5. Les principes horizontaux : égalité entre les hommes et les femmes, égalité des chances et non-discrimination, développement durable

Les projets seront également évalués en fonction de leur prise en compte des priorités transversales assignées notamment au FSE+ :

- égalité entre les femmes et les hommes ;
- égalité des chances et non-discrimination ;
- développement durable.

Ces éléments devront faire l'objet d'une argumentation détaillée dans les dossiers de candidature. Le porteur de projet devra préciser la façon dont ils sont pris en compte et justifier l'impact du projet sur ces 3 principes.

4. Eligibilité de l'action

4.1. Modalités pédagogiques

Les points suivants devront être précisés dans la demande :

- Éligibilité du public
- Durée
- Lieux d'intervention
- Liens partenariaux
- Modalités d'évaluation
- Méthode, outils pédagogiques
- Nombre de participants.

4.2. Type d'organismes pouvant répondre à l'appel à projets

Peuvent répondre à l'appel à projet des structures contribuant à l'accompagnement et à l'insertion socioprofessionnelle du public cible, décrit au 2.3.

Un porteur de projet unique sera retenu. La structure peut confier une partie de l'accompagnement à des prestataires avec application de la règle de mise en concurrence.

4.3. Critères de sélection

Le porteur de projet devra démontrer :

- La connaissance du public cible et sa capacité à le mobiliser ;
- La connaissance du territoire et des acteurs ;
- Les compétences à agir sur les connaissances de la culture d'entreprise et la réalité du marché de l'emploi ;
- Une qualité de méthodes d'intervention pour le public ;
- Des contenus pédagogiques adaptés ;
- Une méthode et des outils d'évaluation ;
- La qualification et l'expérience des professionnels en charge dédiés à l'action ;
- La qualité des moyens matériels dédiés à l'action ;
- Un rapport qualité/prix raisonnable.

Le porteur de projet doit disposer :

- D'une stabilité administrative et financière lui permettant de répondre aux exigences fortes de suivi de l'action et au versement différé de la participation du FSE+
- D'une capacité à conduire une opération soumise aux règles de gestion renforcée du Fonds social européen (FSE+). Il pourra s'appuyer sur une expérience positive du FSE antérieure.



Cofinancé par
l'Union
européenne



5. Modalités pratiques

5.1. Modalités de financement

L'opération telle que définie ci-dessus est évaluée à un montant maximum de 370 000 € pour une année pleine. La subvention attribuée par le Département de Maine-et-Loire correspond à 40 % du budget proposé par le porteur de projet dans sa demande de subvention. Ce financement est accordé sous réserve de la validation du projet par la Commission permanente du Conseil départemental et du vote des crédits correspondants au budget départemental.

La part départementale est versée en deux fois selon les modalités définies conventionnellement, sous forme d'avance à la signature de la convention et au terme de l'opération après contrôle des bilans.

Le porteur de projet **devra** solliciter une subvention du Fonds social européen + (FSE+) pour obtenir la part du financement correspondant aux 60 % restants. L'appel à projet FSE+ sera publié au cours du premier trimestre 2023 et un dossier spécifique de demande de subvention devra être déposé de manière dématérialisée sur le site <https://ma-demarche-fse-plus.fr>

Structuration du plan de financement

Afin de garantir le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement entre les bénéficiaires, le porteur devra recourir à une option de coût simplifié pour réaliser son plan de financement. Il choisira l'un des trois profils suivants pour calculer ses coûts restants ou ses dépenses indirectes.

- Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel pour calculer les coûts restants (incluant les dépenses directes rattachables à l'opération et les dépenses indirectes),
- Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel pour calculer les dépenses indirectes,
- Taux forfaitaire de 7% des dépenses directes (personnel, fonctionnement, prestations et participants) pour calculer les dépenses indirectes.

Le porteur est invité à contacter l'unité Europe et financement de projets lors de la réalisation de son plan de financement afin de sélectionner le forfait le plus approprié (coordonnées au point 5.4).

Dépenses prises en compte en fonction du type de forfait choisi

Nature de la dépense	Type de dépenses	Taux forfaitaire de 7% des dépenses directes (au réel) pour calculer les dépenses indirectes	Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes	Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants
Dépenses directes effectuées spécifiquement pour l'opération	Personnel	Détaillées dans le plan de financement	Détaillées dans le plan de financement	Détaillées dans le plan de financement
	Prestations	Détaillées dans le plan de financement	Détaillées dans le plan de financement	Coûts restants : application du forfait de 40 % calculé sur les dépenses de personnel
	Fonctionnement	Détaillées dans le plan de financement	Détaillées dans le plan de financement	
	Participants	Détaillées dans le plan de financement	Détaillées dans le plan de financement	
Dépenses indirectes	Fonctionnement de la structure : locaux, véhicules, énergies ...	Application du forfait de 7 % calculé sur les dépenses directes	Application du forfait de 15 % calculé sur les dépenses de personnel	



Cofinancé par
l'Union
européenne



5.2. Avenant

Un avenant pourra être réalisé en cours d'opération et éventuellement conduire à une modification du plan de financement, notamment pour les cas suivants :

- Augmentation de la durée de réalisation, dans la limite globale de 4 ans ;
- Évolution de l'opération en fonction des besoins des participants et des territoires.

5.3. Envoi des offres et date limite de réception

L'offre devra être déposée avant le :

15 février 2023

Deux exemplaires papier de la demande de subvention
seront envoyés par courrier à l'adresse suivante :

**Département de Maine-et-Loire
Direction de l'Insertion
CS 94104
49941 Angers cedex 9**

Et un exemplaire par courriel à l'adresse suivante :

insertion@maine-et-loire.fr

5.4. Coordination et assistance

Pour toutes questions relatives aux aspects pédagogiques et au public visé, le porteur de projet peut adresser ses éventuelles demandes par courriel à la Direction de l'Insertion du Département de Maine-et-Loire :

- Service Financement des dispositifs d'insertion : insertion@maine-et-loire.fr

Les candidats seront invités ultérieurement à se rapprocher de l'unité Europe et financements de projets de la direction des Finances, des affaires juridiques et de l'évaluation du Département de Maine-et-Loire avant de déposer leur demande afin de vérifier au préalable l'éligibilité de leur projet et se faire accompagner, si besoin, dans le montage de leur dossier et le dépôt sur ma-demarche-FSE+.fr. Les personnes suivantes peuvent être contactées :

- Gabrielle Descombes, responsable de l'UEFP - g.descombes@maine-et-loire.fr
- Françoise Santenac, chargée de gestion FSE - f.santenac@maine-et-loire.fr



6. Dispositions techniques

6.1. Pièces à transmettre avec la demande de subvention

- Document attestant la capacité du représentant légal (ex : délibération sur l'élection du Président) ;
- Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement prévisionnel (et donnant délégation au président) ;
- Justificatif prévisionnel de chaque financement externe national, régional ou local mobilisé ;
- Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant ;
- Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution) ;
- Comptes de résultats des 3 derniers exercices clos ;
- Composition du conseil d'administration et du bureau ;
- Statuts ;
- Dernier bilan approuvé et rapport éventuel du commissaire aux comptes ;
- Attestation fiscale de non assujettissement à la TVA ;
- Certificat NOT12 justifiant de la régularité de la situation en matière d'obligations fiscales et sociales ;
- Tout document permettant de préciser le projet et les modalités d'exécution et d'évaluation de l'opération : modèles utilisés, CV des personnels... ;

A noter : si le porteur de projet a un statut d'entreprise, d'autres pièces complémentaires pourront être demandées.

6.2. Publicité du financement du Département de Maine-et-Loire et des fonds européens

Le porteur de projet s'engage également à indiquer le soutien du Département de Maine-et Loire, aux participants à l'action, aux co-financeurs, ainsi qu'à tous les organismes associés à la mise en œuvre. La charte graphique à respecter et les logos à utiliser sont disponibles sur le site du Département : <https://www.maine-et-loire.fr/charte-graphique>. Les détails en matière de communication seront précisés dans la convention.

Afin de pouvoir bénéficier d'une subvention du FSE+ à compter du 1^{er} janvier 2023, le porteur de projet s'engage également à communiquer sur les supports à sa disposition sur la participation financière de celui-ci. Il utilisera les logos imposés et les outils mis à sa disposition.

Le porteur de projet doit informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation financière du FSE+ au projet, en respectant les modalités de [publicité](#) fixées.

6.3. Règles de mise en concurrence : procédures et publicité

Pour toute dépense de fonctionnement et achat de prestation par le porteur de projet dans le cadre de la réalisation de l'opération, une mise en concurrence devra être réalisée et justifiée lors des différentes étapes du dossier.



Cofinancé par
l'Union
européenne



Le porteur de projet, en fonction de leur nature ou activité, est soumis soit au code des marchés publics, soit à l'ordonnance n°2015/899 du 23 juillet 2015 ou aux directives européennes. Il appliquera les procédures formalisées selon les seuils de dépenses de ces textes.

Le guide d'orientation sur les marchés publics précise les procédures applicables. Il est disponible via le lien suivant.

https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/informat/2014/guidance_public_proc_fr.pdf

6.4. Protection des données personnelles

Les parties s'engagent à respecter les règles relatives à la protection des données personnelles et en particulier le Règlement (UE) 2016/679 du 16 avril 2016 et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et Libertés ».

Le porteur de projet s'engage :

- à assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel qu'il est amené à traiter dans le cadre de l'exécution de la prestation ;
- à traiter les données pour les seules finalités prévues par l'exécution de la prestation et autorisées par le responsable du traitement ;
- à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté lors du traitement des données à caractère personnel.

Le Département s'engage :

- à transmettre au porteur de projet toutes les données et informations nécessaires à la réalisation de l'action prévue ;
- à mettre à sa disposition les outils et modalités techniques garantissant la sécurité des échanges opérés entre le sous-traitant et le responsable du traitement ;
- à assurer le respect des droits des personnes concernées et notamment à transmettre au porteur de projet la procédure à mettre en œuvre en cas de demande de la part des personnes concernées.

Chaque partie s'engage à désigner un « chef de conformité », point de contact en termes de protection des données personnelles dans le cadre de l'exécution de la prestation.

6.5. Suivi du temps du personnel

Le porteur de projet devra formaliser le temps d'activité du personnel rémunéré affecté à l'opération dès lors qu'un cofinancement FSE+ sera sollicité. Pour le personnel affecté à temps plein à l'opération, le contrat de travail ou la lettre de mission suffira. Pour le personnel affecté partiellement à l'opération, le temps d'activité devra être retracé selon l'une des modalités suivantes :

- à partir d'extraits de logiciels de suivi du temps détaillant par jour le temps affecté au projet ;
- à partir de feuilles d'émargement ;
- à défaut, sur la base d'un état récapitulatif détaillé par jour, daté et signé de façon hebdomadaire ou au minimum mensuellement par la personne rémunérée et son supérieur hiérarchique.